

MALLETTE

Société de
comptables professionnels agréés

**Commission scolaire Kamouraska-
Rivière-du-Loup**

États financiers résumés

Au 30 juin 2019

Accompagnés du rapport de l'auditeur
indépendant

TRAFICS 2018-2019**RAPPORT FINANCIER DES COMMISSIONS SCOLAIRES
POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2019****Rapport de l'auditeur indépendant**

Au Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup

Rapport sur l'audit des états financiers**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup (ci-après « la Commission scolaire ») portant la signature électronique 3779879389, qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2019, l'état des résultats, l'état de l'excédent (déficit), l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, les renseignements complémentaires aux états financiers inscrits aux pages 7 à 275, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes et les renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints portant la signature électronique 3779849389 donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Commission scolaire au 30 juin 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa [dette nette ou ses actifs financiers nets] et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Commission scolaire conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme

nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Commission scolaire.
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Commission scolaire à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Commission scolaire à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1

Mallette S.E.N.C.R.L.



15 octobre 2019

470 avenue Chapleau
Saint-Pascal QC G0L 3Y0

¹ Gilles LeBel, CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique #A103953

TRAFICS 2018-2019

RAPPORT FINANCIER DES COMMISSIONS SCOLAIRES POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2019

Rapport de la direction

Les états financiers de la Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup pour l'exercice clos le 30 juin 2019 portant la signature électronique 3779849389, ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport financier concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintien des systèmes de gestion financière et de contrôle interne, conçus pour fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction de la Commission scolaire reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires de la Commission scolaire conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Conseil des commissaires surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification.

MALLETTE S.E.N.C.R.L., auditeurs indépendants nommés par la direction, ont procédé à l'audit des états financiers de la Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et le rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. MALLETTE S.E.N.C.R.L. peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Directrice générale ou directeur général



Directrice ou directeur des ressources financières

Lieu : Rivière-du-Loup

Date : 15 octobre 2019

Page auditée

État de la situation financière

au 30 juin 2019

	A	B	C	D	
	2019	2018	Variation \$	Variation %	
ACTIFS FINANCIERS					
01100	Encaisse (Découvert bancaire) (page 20)	6 564 729,90	9 938 487,89	-3 373 757,99	-34%
01190	Placements temporaires (page 20)	0,00	0,00	0,00	0%
01200	Subvention de fonctionnement à recevoir (pages 21 et 22)	10 379 558,29	10 773 690,99	-394 132,70	-4%
01400	Subvention à recevoir affectée à l'acquisition d'immobilisations corporelles (page 21)	3 294 703,90	3 114 443,99	180 259,91	6%
01480	Subvention à recevoir - Financement (page 22)	12 651 731,82	14 106 914,59	-1 455 182,77	-10%
01300	Taxe scolaire à recevoir	372 626,43	533 338,16	-160 711,73	-30%
01500	Débiteurs (page 23)	1 027 933,75	1 030 500,73	-2 566,98	0%
01600	Stocks destinés à la revente	0,00	0,00	0,00	0%
01700	Placements de portefeuille et prêts (page 24)	0,00	0,00	0,00	0%
01450	Fonds d'amortissement afférent aux dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention (page 24)	0,00	0,00	0,00	0%
01990	Autres actifs (page 26)	0,00	0,00	0,00	0%
00000	TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS	34 291 284,09	39 497 376,35	-5 206 092,26	-13%
PASSIFS					
03100	Emprunts temporaires (page 30)	0,00	0,00	0,00	0%
03500	Créditeurs et frais courus à payer (page 31)	10 193 271,49	12 566 633,35	-2 373 361,86	-19%
03450	Subvention d'investissement reportée (CS à statut particulier) (page 32)	0,00	0,00	0,00	0%
03460	Contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles (page 32)	7 649 798,69	7 313 344,13	336 454,56	5%
03400	Revenus perçus d'avance (page 33)	278 195,00	310 956,47	-32 761,47	-11%
03600	Provision pour avantages sociaux (page 34)	4 058 269,67	4 132 374,56	-74 104,89	-2%
03700	Dettes à long terme à la charge de la CS (page 35)	5 847 279,86	0,00	5 847 279,86	100%
03750	Dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention (page 35)	80 743 224,13	82 398 610,32	-1 655 386,19	-2%
03250	Passif au titre des sites contaminés (page 36)	0,00	0,00	0,00	0%
03800	Autres passifs (page 36)	1 351 521,93	2 287 017,96	-935 496,03	-41%
00010	TOTAL DES PASSIFS	110 121 560,77	109 008 936,79	1 112 623,98	1%
00020	ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	-75 830 276,68	-69 511 560,44	-6 318 716,24	9%
ACTIFS NON FINANCIERS					
01800	Immobilisations corporelles (page 40)	91 479 627,32	85 630 846,91	5 848 780,41	7%
01970	Stocks de fournitures	0,00	0,00	0,00	0%
01900	Charges payées d'avance (page 49)	143 959,67	114 995,21	28 964,46	25%
00030	TOTAL DES ACTIFS NON FINANCIERS	91 623 586,99	85 745 842,12	5 877 744,87	7%
03900	EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	15 793 310,31	16 234 281,68	-440 971,37	-3%

Page auditée

État des résultats

Exercice clos le 30 juin 2019

	A	B	C	D	E	
	Budget 2019	Résultats réels 2019	Résultats réels 2018	Variation \$	Variation %	
REVENUS						
00010	Subvention de fonctionnement du MEES (page 50)	79 793 732	82 440 264,13	74 499 206,70	7 941 057,43	11%
00020	Subvention d'investissement (CS à statut particulier) (page 51)	0	0,00	0,00	0,00	0%
00030	Autres subventions et contributions (page 52)	240 136	104 052,02	72 329,15	31 722,87	44%
00040	Taxe scolaire (page 53)	11 355 220	11 346 395,64	15 295 981,14	-3 949 585,50	-26%
00050	Droits de scolarité et frais de scolarisation (page 54)	1 020 000	636 974,66	693 230,37	-56 255,71	-8%
980	Ventes de biens et services (page 55)	6 582 920	8 466 262,59	7 991 589,63	474 672,96	6%
00060	Revenus divers (page 56)	725 116	1 036 461,65	1 067 637,29	-31 175,64	-3%
966	Amortissement des contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles (page 32)	253 671	349 176,19	334 427,81	14 748,38	4%
00000	Total des revenus	99 970 795	104 379 586,88	99 954 402,09	4 425 184,79	4%
CHARGES						
10000	Activités d'enseignement et de formation (page 81)	47 480 176	47 347 871,94	45 678 053,37	1 669 818,57	4%
20000	Activités de soutien à l'enseignement et à la formation (page 82)	23 541 344	25 894 387,46	23 261 193,88	2 633 193,58	11%
30000	Services d'appoint (page 83)	12 588 663	12 790 334,01	12 503 505,98	286 828,03	2%
50000	Activités administratives (page 84)	4 462 425	4 670 663,21	4 387 721,56	282 941,65	6%
60000	Activités relatives aux biens meubles et immeubles (page 85)	11 207 325	11 438 346,86	11 123 426,91	314 919,95	3%
70000	Activités connexes (page 86)	2 157 027	2 752 336,78	3 574 257,29	-821 920,51	-23%
80000	Charges liées à la variation de la provision pour avantages sociaux	-86 184	-74 104,89	-172 549,62	98 444,73	-57%
964	Perte (gain) sur disposition d'immobilisations corporelles (pages 100 et 101)	0	722,88	0,00	722,88	100%
00100	Total des charges	101 350 776	104 820 558,25	100 355 609,37	4 464 948,88	4%
00200	EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	-1 379 981	-440 971,37	-401 207,28	-39 764,09	10%

Page auditée

État de l'excédent (déficit) accumulé

Exercice clos le 30 juin 2019

	A	B
	2019	2018
00010 EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE DÉJÀ ÉTABLI	16 234 281,68	16 635 488,96
00020 Redressements avec retraitement des exercices antérieurs (page 120)	0,00	0,00
00030 Solde redressé	16 234 281,68	16 635 488,96
00040 Excédent (déficit) de l'exercice (page 3)	-440 971,37	-401 207,28
90000 EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	15 793 310,31	16 234 281,68

Page auditée

Détails des revenus et charges liés au fonctionnement et à l'investissement

Exercice clos le 30 juin 2019

	Exercice terminé le 30 juin 2019			Exercice terminé le 30 juin 2018			
	A Fonctionnement	B Investissement	C = A + B Total	D Fonctionnement	E Investissement	F = D + E Total	
REVENUS							
00010	Subvention de fonctionnement du MEES (page 50)	76 866 446,90	5 573 817,23	82 440 264,13	69 655 334,30	4 843 872,40	74 499 206,70
00020	Subvention d'investissement (CS à statut particulier) (page 51)		0,00	0,00		0,00	0,00
00030	Autres subventions et contributions (page 52)	104 052,02		104 052,02	72 329,15		72 329,15
00040	Taxe scolaire (page 53)	11 346 395,64		11 346 395,64	15 295 981,14		15 295 981,14
00050	Droits de scolarité et frais de scolarisation (page 54)	636 974,66		636 974,66	693 230,37		693 230,37
980	Ventes de biens et services (page 55)	8 466 262,59	0,00	8 466 262,59	7 991 589,63	0,00	7 991 589,63
00060	Revenus divers (page 56)	1 036 461,65	0,00	1 036 461,65	1 067 637,29	0,00	1 067 637,29
966	Amortissement des contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles (page 32)		349 176,19	349 176,19		334 427,81	334 427,81
00100	Total des revenus	98 456 593,46	5 922 993,42	104 379 586,88	94 776 101,88	5 178 300,21	99 954 402,09
CHARGES							
10000	Activités d'enseignement et de formation (page 81)	47 272 872,33	74 999,61	47 347 871,94	45 570 980,19	107 073,18	45 678 053,37
20000	Activités de soutien à l'enseignement et à la formation (page 82)	25 231 424,53	662 962,93	25 894 387,46	22 952 933,84	308 260,04	23 261 193,88
30000	Services d'appoint (page 83)	12 785 216,09	5 117,92	12 790 334,01	12 497 036,62	6 469,36	12 503 505,98
50000	Activités administratives (page 84)	4 669 439,37	1 223,84	4 670 663,21	4 385 385,16	2 336,40	4 387 721,56
60000	Activités relatives aux biens meubles et immeubles (page 85)	6 392 830,99	5 045 515,87	11 438 346,86	6 410 127,77	4 713 299,14	11 123 426,91
70000	Activités connexes (page 86)	2 681 061,07	71 275,71	2 752 336,78	3 502 635,62	71 621,67	3 574 257,29
80000	Charges liées à la variation de la provision pour avantages sociaux (page 3)	-74 104,89		-74 104,89	-172 549,62		-172 549,62
964	Perte (gain) sur disposition d'immobilisations corporelles (pages 100 et 101)		722,88	722,88		0,00	0,00
00200	Total des charges	98 958 739,49	5 861 818,76	104 820 558,25	95 146 549,58	5 209 059,79	100 355 609,37
00300	EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	-502 146,03	61 174,66	-440 971,37	-370 447,70	-30 759,58	-401 207,28

Page auditée

Encaisse (Découvert bancaire) et Placements temporaires

Au 30 juin 2019

	A 2019	B 2018	C Variation \$	D Variation %
ENCAISSE (DÉCOUVERT BANCAIRE)				
00010 Espèces en banque	7 111 038,68	10 133 464,12	-3 022 425,44	-30%
Plus:				
00020 Espèces et effets en main	0,00	0,00	0,00	0%
00030 Dépôts en circulation	20 957,99	20 037,11	920,88	5%
Moins:				
00040 Chèques en circulation	567 266,77	215 013,34	352 253,43	164%
00100 TOTAL	6 564 729,90	9 938 487,89	-3 373 757,99	-34%
PLACEMENTS TEMPORAIRES				
00110 Acceptations bancaires	0,00	0,00	0,00	0%
00200 Billets	0,00	0,00	0,00	0%
00210 Billets auto détenus par le gouvernement du Québec	0,00	0,00	0,00	0%
00220 Billets - Autres	0,00	0,00	0,00	0%
00300 Bons du trésor	0,00	0,00	0,00	0%
00310 Bons du trésor auto détenus par le gouvernement du Québec	0,00	0,00	0,00	0%
00320 Bons du trésor - Autres	0,00	0,00	0,00	0%
00400 Certificats de dépôts et dépôts à terme	0,00	0,00	0,00	0%
00410 Certificats de dépôts	0,00	0,00	0,00	0%
00420 Dépôts à terme	0,00	0,00	0,00	0%
00500 Obligations	0,00	0,00	0,00	0%
00510 Obligations auto détenues par le gouvernement du Québec	0,00	0,00	0,00	0%
00520 Obligations - Autres	0,00	0,00	0,00	0%
00600 Papiers commerciaux	0,00	0,00	0,00	0%
00610 Papiers commerciaux du gouvernement du Québec	0,00	0,00	0,00	0%
00620 Papiers commerciaux - Autres	0,00	0,00	0,00	0%
00700 Autres placements	0,00	0,00	0,00	0%
00710 Dépôts à vue	0,00	0,00	0,00	0%
00715 Fonds communs	0,00	0,00	0,00	0%
00730 Autres placements temporaires	0,00	0,00	0,00	0%
00800 Provision pour moins-value	0,00	0,00	0,00	0%
11000 TOTAL	0,00	0,00	0,00	0%

Page auditée

Subvention de fonctionnement à recevoir et Subventions à recevoir affectées aux immobilisations corporelles

Au 30 juin 2019

	A	B	C	D	E	F = A + B + C + D - E	G	H	I	
	Solde au début de l'exercice	Reclassement	Récupération	Subvention de l'exercice au nette	Encaissement de l'exercice	Solde au 30 juin 2019	Solde au 30 juin 2018	Variation \$	Variation %	
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À RECEVOIR										
01210	Subvention de fonctionnement -Jeunes, adultes, FP et péréquation	6 525 530,39	0,00	-21 379,00	70 807 529,00	70 974 979,00	6 336 701,39	6 525 530,39	-188 829,00	-3%
01230	Subvention - Service de la dette	610 078,07	0,00	21 379,00	9 076 036,11	9 100 523,14	606 970,04	610 078,07	-3 108,03	-1%
01232	Capital	0,00	0,00	0,00	7 029 000,00	7 029 000,00	0,00	0,00	0,00	0%
01234	Intérêts sur la dette à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention	651 591,07	0,00	0,00	2 035 086,11	2 071 523,14	615 154,04	651 591,07	-36 437,03	-6%
01236	Intérêts sur la dette à court terme - Investissement	-41 513,00	0,00	21 379,00	11 950,00	0,00	-8 184,00	-41 513,00	33 329,00	-80%
01238	Honoraires annuels du fiduciaire et autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
01240	Subvention pour le transport scolaire	67 503,74	0,00	0,00	4 078 947,00	4 196 390,00	-49 939,26	67 503,74	-117 443,00	-174%
01250	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (FDMT)	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
01530	Comptes à recevoir - Remboursement des dépenses liées aux sites contaminés	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
01290	Autres subventions	0,00	0,00		50 852,02	50 852,02	0,00	0,00	0,00	0%
10000	TOTAL	7 203 112,20	0,00	0,00	84 013 364,13	84 322 744,16	6 893 732,17	7 203 112,20	-309 380,03	-4%
SUBVENTIONS À RECEVOIR AFFECTÉES AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES										
01430	Contributions à recevoir affectées aux immobilisations corporelles	3 114 443,99	0,00		685 630,75	505 370,84	3 294 703,90	3 114 443,99	180 259,91	6%
00010	Gouvernement du Québec	109 574,51	0,00		300 000,00	53 919,39	355 655,12	109 574,51	246 080,61	225%
00015	Transferts fédéraux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
00018	Transferts d'autres gouvernements	3 000 000,00	0,00		316 450,00	378 401,22	2 938 048,78	3 000 000,00	-61 951,22	-2%
00020	Autres	4 869,48	0,00		69 180,75	73 050,23	1 000,00	4 869,48	-3 869,48	-79%
01400	Subvention d'investissement (CS à statut particulier)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
90000	TOTAL	3 114 443,99	0,00	0,00	685 630,75	505 370,84	3 294 703,90	3 114 443,99	180 259,91	6%

Page auditée

Subvention à recevoir - Financement

Au 30 juin 2019

	A	B	C	D = A + B + C	E	F	G	
	Solde au début de l'exercice	Réservé au Ministère	Variation de l'exercice	Solde au 30 juin 2019	Solde au 30 juin 2018	Variation \$	Variation %	
SUBVENTION - FINANCEMENT (AVANTAGES SOCIAUX)								
01485	Subvention à recevoir - Financement (Congés de maladie)	1 510 640,15	0,00	-43 272,19	1 467 367,96	1 510 640,15	-43 272,19	-3%
01486	Subvention à recevoir - Financement (Vacances)	1 852 546,31	0,00	0,00	1 852 546,31	1 852 546,31	0,00	0%
01487	Subvention à recevoir - Financement (Indemnités de départ)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
01488	Subvention à recevoir - Financement (Assurance-traitement)	194 031,85	0,00	-41 480,48	152 551,37	194 031,85	-41 480,48	-21%
01489	Subvention à recevoir - Financement (Autres congés sociaux)	13 360,48	0,00	0,00	13 360,48	13 360,48	0,00	0%
00100	TOTAL	3 570 578,79	0,00	-84 752,67	3 485 826,12	3 570 578,79	-84 752,67	-2%
SUBVENTION - FINANCEMENT (IMMOBILISATIONS)								
01482	Subvention à recevoir - Financement (Immobilisations mises en service avant le 1er juillet 2008)	3 528 908,72	0,00	-1 569 249,82	1 959 658,90	3 528 908,72	-1 569 249,82	-44%
01484	Subvention à recevoir - Financement (Immobilisations mises en service après le 30 juin 2008)	10 578 005,87	0,00	114 067,05	10 692 072,92	10 578 005,87	114 067,05	1%
00200	TOTAL	14 106 914,59	0,00	-1 455 182,77	12 651 731,82	14 106 914,59	-1 455 182,77	-10%
01483	SUBVENTION - FINANCEMENT (PASSIF AU TITRE DES SITES CONTAMINÉS)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%

Page auditée

Débiteurs

Au 30 juin 2019

		A 2019	B 2018	C Variation \$	D Variation %
01510	Comptes à recevoir des usagers - Droits de scolarité (Élèves financés au 30 septembre)	0,00	0,00	0,00	0%
01515	Comptes à recevoir des usagers - Droits de scolarité - Autres (Élèves non financés au 30 septembre)	0,00	0,00	0,00	0%
01520	Autres comptes à recevoir des usagers	583 092,95	524 282,12	58 810,83	11%
01920	Congés sabbatiques	140 478,67	125 714,64	14 764,03	12%
01540	Intérêts courus à recevoir	5 229,76	35 083,99	-29 854,23	-85%
01550	Avances aux commissions scolaires de l'île de MTL ou au CGTSIM	0,00	0,00	0,00	0%
01555	Allocations pour les milieux défavorisés à recevoir du CGTSIM	0,00	0,00	0,00	0%
01560	Avances à des employés de la commission scolaire	0,00	0,00	0,00	0%
01570	Taxes à la consommation à recevoir	287 271,27	345 419,98	-58 148,71	-17%
01575	Participation financière d'un particulier ou d'un organisme à recevoir	0,00	0,00	0,00	0%
01580	Transfert du gouvernement du Canada	11 861,10	0,00	11 861,10	100%
01585	Autres ventes de biens et services	0,00	0,00	0,00	0%
00010	Autres débiteurs	0,00	0,00	0,00	0%
00100	Sous-total	1 027 933,75	1 030 500,73	-2 566,98	0%
01590	Provision pour créances douteuses	0,00	0,00	0,00	0%
90000	TOTAL	1 027 933,75	1 030 500,73	-2 566,98	0%

Page auditée

Créditeurs et frais courus à payer

Au 30 juin 2019

	A 2019	B 2018	C Variation \$	D Variation %
03520 Salaires courus, déductions à la source et charges sociales	7 400 401,17	9 055 343,04	-1 654 941,87	-18%
03540 Fournisseurs	1 300 706,56	1 308 366,82	-7 660,26	-1%
03541 Comptes à payer et retenues sur contrats - Immobilisations	598 341,17	1 237 861,68	-639 520,51	-52%
03545 Taxes à la consommation à payer	0,00	0,00	0,00	0%
03510 Retenues sur contrats - Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0%
03560 Avances des commissions scolaires de l'île de MTL ou du CGTSIM	0,00	0,00	0,00	0%
03570 Intérêts courus sur les billets et les autres dettes à long terme à la charge de la CS	7 714,04	0,00	7 714,04	100%
03580 Intérêts courus sur les dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention (Règles budgétaires)	615 154,04	651 591,07	-36 437,03	-6%
03585 Intérêts courus sur les dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention (autres que règles budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0%
03200 Subventions à rembourser	0,00	0,00	0,00	0%
03850 Congés sabbatiques	166 497,42	217 941,29	-51 443,87	-24%
03860 Dépôts de soumissions, de garanties et des usagers	104 457,09	95 529,45	8 927,64	9%
03590 Autres éléments créditeurs	0,00	0,00	0,00	0%
90000 TOTAL	10 193 271,49	12 566 633,35	-2 373 361,86	-19%

Page auditée

Subvention d'investissement reportée (CS à statut particulier) et contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles

Au 30 juin 2019

	A	B	C	D = A+B-C	E	F	G
	Solde au début de l'exercice	Revenus constatés à titre de revenus reportés en 2018-2019	Revenus reportés constatés à titre de revenus de l'exercice 2018-2019	Solde au 30 juin 2019	Solde au 30 juin 2018	Variation \$	Variation %
03450 SUBVENTION D'INVESTISSEMENT REPORTÉE (CS À STATUT PARTICULIER)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
03460 CONTRIBUTIONS REPORTÉES AFFECTÉES À L'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 313 344,13	685 630,75	349 176,19	7 649 798,69	7 313 344,13	336 454,56	5%
00010 Gouvernement du Québec	2 019 380,26	300 000,00	120 336,58	2 199 043,68	2 019 380,26	179 663,42	9%
00015 Transferts fédéraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
00018 Transferts d'autres gouvernements	3 572 227,96	316 450,00	99 147,09	3 789 530,87	3 572 227,96	217 302,91	6%
00020 Autres	1 721 735,91	69 180,75	129 692,52	1 661 224,14	1 721 735,91	-60 511,77	-4%

Page auditée

Revenus perçus d'avance

Au 30 juin 2019

	A	B	C	D	
	2019	2018	Variation \$	Variation %	
REVENUS PERÇUS D'AVANCE					
03300	Taxe scolaire perçue d'avance	0,00	0,00	0,00	0%
03350	Droits de scolarité perçus d'avance	0,00	0,00	0,00	0%
03360	Revenus perçus d'avance des usagers	87 686,98	95 646,25	-7 959,27	-8%
03365	Revenus perçus d'avance - autres que des usagers	22 673,71	28 380,65	-5 706,94	-20%
03370	Revenus perçus d'avance des gouvernements autres que fédéral et du Québec	19 767,16	49 080,80	-29 313,64	-60%
00010	Solde au début de l'exercice	21 174,96	18 660,96	2 514,00	13%
00020	Plus: Revenus constatés à titre de revenus perçus d'avance	12 350,25	16 466,92	-4 116,67	-25%
00030	Moins: Revenus perçus d'avance constatés à titre de revenu	13 758,05	-13 952,92	27 710,97	-199%
03475	Subventions de fonctionnement reportées - Provision pour perfectionnement conventionné (page 250)	63 278,13	53 984,45	9 293,68	17%
03476	Subventions de fonctionnement reportées - Autres (page 251)	84 789,02	111 770,16	-26 981,14	-24%
03485	Allocations pour les milieux défavorisés versées d'avance par le CGTSIM	0,00	0,00	0,00	0%
03490	Autres revenus perçus d'avance	0,00	0,00	0,00	0%
90000	TOTAL	278 195,00	338 862,31	-60 667,31	-18%

Page audité

Provision pour avantages sociaux

Au 30 juin 2019

	A	B	C	D	E = A + B + C - D	F	G	H	
	Solde au début de l'exercice	Reclassement	Avantages sociaux gagnés au cours de l'exercice	Avantages sociaux utilisés au cours de l'exercice	Solde au 30 juin 2019	Solde au 30 juin 2018	Variation \$	Variation %	
01000	Provision pour avantages sociaux								
	2 930 411,34	0,00	6 236 017,76	6 241 009,17	2 925 419,93	2 930 411,34	-4 991,41	0%	
03610	Autres congés de maladie (excluant contributions de l'employeur) - Personnel autre qu'enseignant	75 763,93	0,00	357 058,67	348 917,24	83 905,36	75 763,93	8 141,43	11%
03612	Autres congés de maladie (contributions de l'employeur) - Personnel autre qu'enseignant	37 055,29	0,00	43 328,41	39 453,48	40 930,22	37 055,29	3 874,93	10%
03614	Autres congés de maladie (excluant contributions de l'employeur) - Personnel enseignant	177 098,08	0,00	1 300 985,08	1 289 701,85	188 381,31	177 098,08	11 283,23	6%
03616	Autres congés de maladie (contributions de l'employeur) - Personnel enseignant	19 972,38	0,00	147 160,70	145 831,75	21 301,33	19 972,38	1 328,95	7%
03620	Vacances (excluant contributions de l'employeur) - Personnel autre qu'enseignant	1 879 610,01	0,00	2 294 188,86	2 197 914,63	1 975 884,24	1 879 610,01	96 274,23	5%
03622	Vacances (contributions de l'employeur) - Personnel autre qu'enseignant	374 016,24	0,00	267 865,53	248 526,99	393 354,78	374 016,24	19 338,54	5%
03630	Heures supplémentaires accumulées (excluant contributions de l'employeur) - Personnel autre qu'enseignant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
03632	Heures supplémentaires accumulées (contributions de l'employeur) - Personnel autre qu'enseignant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
03640	Indemnités de départ (excluant contributions de l'employeur)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
03642	Indemnités de départ (contributions de l'employeur)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
03650	Assurance-traitement (excluant contributions de l'employeur) - Personnel autre qu'enseignant	85 724,21	0,00	495 466,55	462 945,45	118 245,31	85 724,21	32 521,10	38%
03652	Assurance-traitement (contributions de l'employeur) - Personnel autre qu'enseignant	16 741,80	0,00	56 068,04	52 347,10	20 462,74	16 741,80	3 720,94	22%
03654	Assurance-traitement (excluant contributions de l'employeur) - Personnel enseignant	164 198,44	0,00	768 366,51	920 127,94	12 437,01	164 198,44	-151 761,43	-92%
03656	Assurance-traitement (contributions de l'employeur) - Personnel enseignant	18 517,30	0,00	86 931,57	104 042,56	1 406,31	18 517,30	-17 110,99	-92%
03660	Autres congés sociaux (excluant contributions de l'employeur) - Personnel autre qu'enseignant	9 685,78	0,00	63 577,65	67 213,98	6 049,45	9 685,78	-3 636,33	-38%
03662	Autres congés sociaux (contributions de l'employeur) - Personnel autre qu'enseignant	5 755,51	0,00	5 059,87	7 600,15	3 215,23	5 755,51	-2 540,28	-44%
03664	Autres congés sociaux (excluant contributions de l'employeur) - Personnel enseignant	60 116,65	0,00	314 632,48	320 181,80	54 567,33	60 116,65	-5 549,32	-9%
03666	Autres congés sociaux (contributions de l'employeur) - Personnel enseignant	6 155,72	0,00	35 327,84	36 204,25	5 279,31	6 155,72	-876,41	-14%
02000	Provision pour avantages sociaux futurs								
	1 201 963,22	0,00	11 281,79	80 395,27	1 132 849,74	1 201 963,22	-69 113,48	-6%	
03670	Congés de maladie monnayables du personnel enseignant (excluant contributions de l'employeur)	1 080 150,29	0,00	9 844,66	72 228,15	1 017 766,80	1 080 150,29	-62 383,49	-6%
03672	Congés de maladie monnayables du personnel enseignant (contributions de l'employeur)	121 812,93	0,00	1 437,13	8 167,12	115 082,94	121 812,93	-6 729,99	-6%
90000	TOTAL								
	4 132 374,56	0,00	6 247 299,55	6 321 404,44	4 058 269,67	4 132 374,56	-74 104,89	-2%	

Page auditée

Dettes à long terme

Au 30 juin 2019

	A	B	C	D	E	F	G = A+B+C-D-E-F	H	I	J	
	Solde au début de l'exercice	Réservé au Ministère	Nouveaux emprunts et frais reportés de l'exercice	Remboursement de capital et amortissement des frais reportés de l'exercice	Utilisation du fonds d'amortissement de l'exercice	Échéances de capital à refinancer de l'exercice	Solde au 30 juin 2019	Solde au 30 juin 2018	Variation \$	Variation %	
DETTES À LONG TERME À LA CHARGE DE LA CS											
00010	Obligations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
00020	Billets	0,00	0,00	6 000 000,00	152 720,14	0,00	0,00	5 847 279,86	0,00	5 847 279,86	100%
00025	Emprunts bancaires - Autres que des emprunts hypothécaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
00030	Emprunts hypothécaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
00040	Obligations découlant de contrats de location acquisition	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
00050	Obligations découlant de baux emphytéotiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
00060	Obligations découlant de partenariat public et privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
00070	Autres marchés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
00090	Moins: Frais reportés liés aux dettes à la charge de la CS	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0%
03885	Quote-part de la CS dans la dette à long terme à la charge de la CS détenue par le CGTSIM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
00000	TOTAL	0,00	0,00	6 000 000,00	152 720,14	0,00	0,00	5 847 279,86	0,00	5 847 279,86	100%
DETTES À LONG TERME FAISANT L'OBJET D'UNE PROMESSE DE SUBVENTION											
00110	Règles budgétaires	82 398 610,32	0,00	7 451 448,20	6 961 834,39	0,00	2 145 000,00	80 743 224,13	82 398 610,32	-1 655 386,19	-2%
00120	Billets	82 798 000,00	0,00	7 507 000,00	7 029 000,00	0,00	2 145 000,00	81 131 000,00	82 798 000,00	-1 667 000,00	-2%
00130	Obligations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
00140	Hypothèques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
00150	Moins: Frais reportés liés aux dettes faisant l'objet d'une promesse de subvention	399 389,68	0,00	55 551,80	67 165,61			387 775,87	399 389,68	-11 613,81	-3%
00200	Autres que règles budgétaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
00210	Billets	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
00220	Obligations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
00230	Hypothèques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
00250	d'une promesse de subvention autres que règles budgétaires	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0%
03880	Quote-part de la CS dans la dette à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention détenue par le CGTSIM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
90000	TOTAL	82 398 610,32	0,00	7 451 448,20	6 961 834,39	0,00	2 145 000,00	80 743 224,13	82 398 610,32	-1 655 386,19	-2%

Page auditée

Passif au titre des sites contaminés et Autres passifs

Au 30 juin 2019

		A 2019	B 2018	C Variation \$	D Variation %
PASSIF AU TITRE DES SITES CONTAMINÉS					
00010	Passif au titre des sites contaminés assumé par le MEES	0,00	0,00	0,00	0%
00020	Passif au titre des sites contaminés assumé par la CS	0,00	0,00	0,00	0%
10000	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0%
AUTRES PASSIFS					
03855	Provision pour passif éventuel	0,00	0,00	0,00	0%
03865	Provision pour indemnités à payer - Régime de gestion des risques (CGTSIM)	0,00	0,00	0,00	0%
03480	Solde du fonds du Régime de gestion des risques (CGTSIM)	0,00	0,00	0,00	0%
03870	Provision pour régime rétrospectif de la CNESST	0,00	0,00	0,00	0%
03875	Obligation actuarielle - Assurance vie des retraités	0,00	0,00	0,00	0%
03880	Quote-part de la CS dans la dette à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention détenue par le CGTSIM		0,00	0,00	0%
03885	Quote-part de la CS dans la dette à long terme à la charge de la CS détenue par le CGTSIM		0,00	0,00	0%
03465	Comptes à fin déterminée (Entente Canada-Québec)	0,00	0,00	0,00	0%
00040	Solde au début de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0%
00050	Plus: Subventions reçues	0,00	0,00	0,00	0%
00060	Moins: Transfert à titre de revenus	0,00	0,00	0,00	0%
03470	Comptes à fin déterminée (Fonds à destination spéciale)	1 351 521,93	1 236 216,10	115 305,83	9%
00070	Solde au début de l'exercice	1 236 216,10	1 043 437,10	192 779,00	18%
00080	Plus: Subventions, dons, legs, intérêts ou autres	2 852 547,19	2 873 325,20	-20 778,01	-1%
00090	Moins: Transfert à titre de revenus	2 737 241,36	2 680 546,20	56 695,16	2%
03530	Comptes à payer relatifs aux activités pour lesquelles la CS agit à titre d'intermédiaire	0,00	0,00	0,00	0%
00100	Entre le MEES et une autre CS ou un autre organisme	0,00	0,00	0,00	0%
00110	Solde au début de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0%
00120	Plus: Subventions reçues à titre d'intermédiaire	0,00	0,00	0,00	0%
00130	Moins: Subventions versées à titre d'intermédiaire	0,00	0,00	0,00	0%
00300	Entre des organismes autres que le MEES	0,00	0,00	0,00	0%
03879	Règlement de l'action collective sur les frais exigés des parents	0,00	1 050 801,86		
03890	Autres	0,00	0,00	0,00	0%
90000	TOTAL	1 351 521,93	2 287 017,96	-935 496,03	-41%

Page auditée

Détail des immobilisations corporelles

Au 30 juin 2019

		Coût				Amortissement accumulé				Valeur comptable nette au 30 juin 2019	Valeur comptable nette au 30 juin 2018
		Solde au 30 juin 2018	Acquisitions	Dispositions et réduction de valeur	Solde à la fin	Solde au 30 juin 2018	Amortissement	Dispositions et réductions de valeur	Solde à la fin		
	Terrains										
01810	Terrains	1 660 186,89	122 201,62	0,00	1 782 388,51					1 782 388,51	1 660 186,89
	Aménagements										
01811	Aménagements de terrain (10 ans)	649 610,45	23 558,46	0,00	673 168,91	351 467,15	59 050,50	0,00	410 517,65	262 651,26	298 143,30
01813	Aménagements de terrain (20 ans)	6 631 126,63	717 873,84	0,00	7 349 000,47	1 475 618,28	340 710,42	0,00	1 816 328,70	5 532 671,77	5 155 508,35
	Bâtiments										
01801	Bâtiments acquis avant le 1er juillet 2008 (35 ans)	97 460 602,09	0,00	0,00	97 460 602,09	78 111 940,71	1 180 271,74	0,00	79 292 212,45	18 168 389,64	19 348 661,38
01820	Bâtiments (20 ans)	30 230,12	4 189,96	0,00	34 420,08	10 726,55	1 511,88	0,00	12 238,43	22 181,65	19 503,57
01822	Bâtiments (40 ans)	4 438 883,45	3 889 478,74	0,00	8 328 362,19	425 582,56	130 580,92	0,00	556 163,48	7 772 198,71	4 013 300,89
01824	Bâtiments (50 ans)	9 076 514,33	0,00	0,00	9 076 514,33	640 299,11	181 551,36	0,00	821 850,47	8 254 663,86	8 436 215,22
01826	Améliorations locatives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Améliorations et transformations majeures										
01878	Améliorations et rénovations majeures (15 ans)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
01880	Améliorations et rénovations majeures (25 ans)	14 354 538,50	700 576,03	0,00	15 055 114,53	2 353 840,85	583 323,93	0,00	2 937 164,78	12 117 949,75	12 000 697,65
01882	Améliorations et rénovations majeures (30 ans)	16 078 677,53	2 209 721,70	0,00	18 288 399,23	1 999 806,66	564 316,28	0,00	2 564 122,94	15 724 276,29	14 078 870,87
01884	Améliorations et rénovations majeures (40 ans)	17 577 275,66	1 503 311,84	0,00	19 080 587,50	2 623 371,59	456 324,62	0,00	3 079 696,21	16 000 891,29	14 953 904,07
	Matériel et équipement										
01830	Mobilier et équipement de bureau	554 434,49	169 414,02	85 799,48	638 049,03	273 744,81	120 742,59	85 799,48	308 687,92	329 361,11	280 689,68
01832	Autres équipements	978 506,09	160 118,69	1 790,35	1 136 834,43	253 474,99	71 584,04	586,48	324 472,55	812 361,88	725 031,10
01840	Équipement informatique	957 009,55	476 020,66	348 770,03	1 084 260,18	468 635,35	369 633,47	348 770,03	489 498,79	594 761,39	488 374,20
01842	Équipement de communication multimédia	1 525 021,95	378 202,19	364 019,13	1 539 205,01	779 906,24	300 332,76	364 019,13	716 219,87	822 985,14	745 115,71
01844	Matériel roulant	446 956,22	0,00	0,00	446 956,22	154 068,05	82 550,17	0,00	236 618,22	210 338,00	292 888,17
01848	Documents de bibliothèque	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
01854	Documents de bibliothèque (Achats initiaux)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
01850	Manuels scolaires (Achats initiaux)	41 885,04	19 230,61	0,00	61 115,65	2 269,68	9 979,51	0,00	12 249,19	48 866,46	39 615,36
01860	Manuels scolaires (mesures 30150, 30160 et 30170)	62 594,73	0,00	0,00	62 594,73	7 912,64	12 518,88	0,00	20 431,52	42 163,21	54 682,09
	Équipement spécialisé reliés à l'éducation										
01834	Équipement spécialisé (10 ans)	2 332 466,51	118 987,67	0,00	2 451 454,18	1 238 298,98	229 704,48	0,00	1 468 003,46	983 450,72	1 094 167,53
01836	Équipement spécialisé (20 ans)	1 215 974,32	259 081,73	0,00	1 475 056,05	395 349,31	64 319,55	0,00	459 668,86	1 015 387,19	820 625,01
	Développement informatique										
01846	Développement informatique	407 438,12	40 435,02	24 854,45	423 018,69	246 229,73	82 090,12	24 854,45	303 465,40	119 553,29	161 208,39
	Réseaux complexes										
01852	Réseau de télécommunication	2 026 425,61	0,00	0,00	2 026 425,61	1 062 968,13	101 321,28	0,00	1 164 289,41	862 136,20	963 457,48
90000	TOTAL	178 506 358,28	10 792 402,78	825 233,44	188 473 527,62	92 875 511,37	4 942 418,50	824 029,57	96 993 900,30	91 479 627,32	85 630 846,91

Page auditée

Charges payées d'avance

Au 30 juin 2019

		A 2019	B 2018	C Variation \$	D Variation %
01940	Charges imputables aux prochains exercices	143 959,67	114 995,21	28 964,46	25%
01960	Droit d'utilisation d'un réseau de télécommunication	0,00	0,00	0,00	0%
00010	Solde au début de l'exercice	0,00	0,00		
00020	Plus: Déboursés de l'exercice pour obtenir un droit d'utilisation d'un réseau de télécommunication	0,00	0,00		
00030	Moins: Montant imputé à la dépense de l'exercice	0,00	0,00		
01900	Autres	0,00	0,00	0,00	0%
90000	TOTAL	143 959,67	114 995,21	28 964,46	25%

Page auditée

Subvention de fonctionnement du MEES

Exercice clos le 30 juin 2019

	A BUDGET 2019	B 2019	C 2018	D Variation \$	E Variation %
000 Subvention de fonctionnement - Jeunes - Adultes - FP	68 641 049	70 807 529,00	63 722 839,00	7 084 690,00	11%
913 Subvention de fonctionnement - Jeunes - Adultes - FP (page 200)	62 310 794	64 353 955,00	61 356 848,00	2 997 107,00	5%
911 Subvention d'équilibre fiscal	6 330 255	6 330 254,00	2 328 537,00	4 001 717,00	172%
972 Ajustement de la subvention de fonctionnement de l'année précédente	0	123 320,00	37 454,00	85 866,00	229%
976 Autres ajustements de la subvention de fonctionnement	0	0,00	0,00	0,00	0%
10913 Ajustement Trimestriel - Subvention de fonctionnement - Jeunes - Adultes - FP		0,00	0,00	0,00	0%
10999 Réservé Ministère		0,00	0,00	0,00	0%
912 Subvention pour le service de la dette	9 138 078	9 076 036,11	8 431 426,26	644 609,85	8%
00010 Paiement de capital sur la dette à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention	7 029 000	7 029 000,00	6 432 364,00	596 636,00	9%
00020 Versement de capital au fonds d'amortissement	0	0,00	0,00	0,00	0%
00030 Intérêts sur la dette à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention	1 897 175	2 035 086,11	1 999 062,26	36 023,85	2%
000140 Intérêts sur la dette à court terme - Investissement	211 903	11 950,00	0,00	11 950,00	100%
00040 Intérêts sur la dette à court terme - Investissement (page 230)	211 903	11 950,00	0,00	11 950,00	100%
00060 Ajustement de la subvention pour service de la dette de l'année précédente - Intérêts sur la dette à court terme - Investissement	0	0,00	0,00	0,00	0%
1000040 Ajustement Trimestriel - 4					
Intérêts sur la dette à court terme - Investissement		0,00	0,00	0,00	0%
000150 Honoraires annuels du fiduciaire	0	0,00	0,00	0,00	0%
00050 Honoraires annuels du fiduciaire (page 86)	0	0,00	0,00	0,00	0%
00070 Ajustement de la subvention pour service de la dette de l'année précédente - Honoraires annuels du fiduciaire	0	0,00	0,00	0,00	0%
1000050 Ajustement Trimestriel - 4					
Honoraires annuels du fiduciaire		0,00	0,00	0,00	0%
953 Transfert du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal	0	0,00	0,00	0,00	0%
95320 Remboursement de capital - Dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention détenues par le CGTSIM	0	0,00	0,00	0,00	0%
919 Subvention - Financement (page 22)	-1 918 812	-1 539 935,44	-1 588 491,60	48 556,16	-3%
100 Subvention pour le transport scolaire	3 933 417	4 078 947,00	3 992 193,00	86 754,00	2%
914 Subvention pour le transport scolaire (page 240)	3 933 417	4 078 944,00	3 992 193,00	86 751,00	2%
974 Ajustement de la subvention pour le transport scolaire de l'année précédente	0	3,00	0,00	3,00	100%
10914 Ajustement Trimestriel - 4					
Subvention pour le transport scolaire		0,00	0,00	0,00	0%
200 Subventions de fonctionnement reportées		17 687,46	-58 759,96	76 447,42	-130%
977 Provision pour perfectionnement conventionné (page 250)	0	-9 293,68	2 721,20	-12 014,88	-442%
978 Autres subventions de fonctionnement reportées (page 251)	0	26 981,14	-61 481,16	88 462,30	-144%
10977 Ajustement Trimestriel - 4					
Provision pour perfectionnement conventionné		0,00	0,00	0,00	0%
917 Autres subventions du Ministère	0	0,00	0,00	0,00	0%
90000 TOTAL	79 793 732	82 440 264,13	74 499 206,70	7 941 057,43	11%

Page auditée

Autres subventions et contributions

Exercice clos le 30 juin 2019

		A	B	C	D	E
		BUDGET 2019	2019	2018	Variation	Variation
					\$	%
932	Subvention du MTESS (FDMT) - Formation professionnelle (page 60)	0	0,00	0,00	0,00	0%
933	Subvention du MTESS (FDMT) - Formation générale des adultes (page 60)	0	0,00	0,00	0,00	0%
934	Subventions du gouvernement provincial (page 65)	199 136	50 852,02	32 129,15	18 722,87	58%
937	Subventions du gouvernement fédéral	41 000	53 200,00	40 200,00	13 000,00	32%
93710	Ententes Canada-Québec (page 36)	0	0,00	0,00	0,00	0%
93720	Autres	41 000	53 200,00	40 200,00	13 000,00	32%
90000	TOTAL	240 136	104 052,02	72 329,15	31 722,87	44%

Page auditée

Taxe scolaire

Exercice clos le 30 juin 2019

		A	B	C	D	E
		BUDGET 2019	2019	2018	Variation	Variation
					\$	%
921	Revenus tenant lieu de la taxe scolaire (page 220)	98 400	74 539,49	98 426,32	-23 886,83	-24%
922	Revenus tenant lieu de taxe scolaire encaissés par le CGTSIM	0	0,00	0,00	0,00	0%
951	Taxe scolaire - année courante	11 171 820	11 177 565,88	15 112 056,22	-3 934 490,34	-26%
926	Taxe scolaire - années antérieures	85 000	94 290,27	85 498,60	8 791,67	10%
90000	TOTAL	11 355 220	11 346 395,64	15 295 981,14	-3 949 585,50	-26%

Page auditée

Droits de scolarité et frais de scolarisation

Exercice clos le 30 juin 2019

	A BUDGET 2019	B 2019	C 2018	D Variation \$	E Variation %
1000 Droits de scolarité (selon les règles budgétaires)	0	7 113,50	8 072,00	-958,50	-12%
942 Droits de scolarité pour les élèves résidant sur une réserve autochtone	0		0,00	0,00	0%
948 Droits de scolarité pour les élèves de l'extérieur du Québec (sans entente) (page 65)	0	7 113,50	8 072,00	-958,50	-12%
949 Droits de scolarité pour les élèves visés par une entente entre une CS et un organisme scolaire ailleurs au Canada	0	0,00	0,00	0,00	0%
2000 Autres droits de scolarité et autres frais de scolarisation	1 020 000	629 861,16	685 158,37	-55 297,21	-8%
941 Ententes de scolarité entre commissions scolaires	300 000	83 512,00	80 627,00	2 885,00	4%
943 Droits de scolarité - Autres (Élèves non financés au 30 septembre) (page 65)	0	7 392,75	21 703,98	-14 311,23	-66%
944 Autres frais de scolarisation - Effectif scolaire adulte (page 65)	70 000	24 826,50	41 845,00	-17 018,50	-41%
945 Revenus - Cours en formation professionnelle (page 60)	650 000	514 129,91	540 982,39	-26 852,48	-5%
946 Revenus - Cours en formation générale des adultes (page 60)	0	0,00	0,00	0,00	0%
947 Revenus - Autres types de formation (page 65)	0	0,00	0,00	0,00	0%
90000 TOTAL	1 020 000	636 974,66	693 230,37	-56 255,71	-8%

Page auditée

Ventes de biens et services

Exercice clos le 30 juin 2019

	A BUDGET 2019	B 2019	C 2018	D Variation \$	E Variation %
00010 Fournitures et matériel scolaire (page 275)	309 400	476 436,17	498 536,04	-22 099,87	-4%
00020 Surveillance et transport du midi (page 275)	286 000	269 628,87	285 617,34	-15 988,47	-6%
00030 Service de garde (page 62)	2 985 000	3 056 699,29	2 747 186,10	309 513,19	11%
00040 Autres activités chargées aux usagers (page 275)	1 207 500	1 536 126,79	1 292 907,34	243 219,45	19%
00050 Autres ventes de biens et services	1 795 020	3 127 371,47	3 167 342,81	-39 971,34	-1%
90000 TOTAL	6 582 920	8 466 262,59	7 991 589,63	474 672,96	6%

Page auditée

Revenus divers

Exercice clos le 30 juin 2019

	A BUDGET 2019	B 2019	C 2018	D Variation \$	E Variation %
952 Intérêts, pénalités et frais de retard	200 000	327 593,09	298 178,30	29 414,79	10%
95210 Taxe scolaire en souffrance	0	102 651,91	128 043,86	-25 391,95	-20%
95220 Autres	0	224 941,18	170 134,44	54 806,74	32%
953 Transfert du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal	0	0,00	0,00	0,00	0%
95310 Allocations pour les milieux défavorisés	0	0,00	0,00	0,00	0%
95320 Remboursement de capital - Dettes détenues par le CGTSIM	0		0,00	0,00	0%
95330 Intérêts	0	0,00	0,00	0,00	0%
954 Location d'immeubles ou de biens meubles	140 000	194 185,22	172 118,01	22 067,21	13%
975 Participation financière d'un particulier ou d'un organisme (page 65)	385 116	514 183,34	596 340,98	-82 157,64	-14%
991 Publicité et commandites (page 65)	0	500,00	1 000,00	-500,00	-50%
992 Recouvrement des dépenses des années antérieures	0	0,00	0,00	0,00	0%
993 Gain (perte) sur disposition de placement	0	0,00	0,00	0,00	0%
994 Subvention - Financement (Passif au titre des sites contaminés - Réévaluation)	0	0,00	0,00	0,00	0%
956 Prêts de service au MEES	0	0,00	0,00	0,00	0%
955 Autres revenus	0	0,00	0,00	0,00	0%
90000 TOTAL	725 116	1 036 461,65	1 067 637,29	-31 175,64	-3%

Page auditée

Charges par activité

Exercice clos le 30 juin 2019

	A	B	C	D	E	F	G	H	I
ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION	RÉMUNÉRATION	CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR RÉMUNÉRATION	FRAIS DE DÉPLACEMENT	FOURNITURES ET MATÉRIEL	SERVICES, HONORAIRES ET CONTRATS	CHARGES D'INVES. NON CAPITALISABLES ET AMORTISSEMENT	AUTRES CHARGES	TOTAL 2019	TOTAL 2018
	100	200	300	400	500	600	800		
11000 Éducation préscolaire	3 579 441,64	407 098,03	2 640,35	64 143,15	5 390,32	1 821,37	7 755,68	4 068 290,54	3 581 066,12
11100 Maternelle quatre ans	479 572,12	55 896,89	2 452,73	48 123,38	5 390,32	0,00	7 634,48	599 069,92	320 742,09
11200 Maternelle cinq ans	3 099 869,52	351 201,14	187,62	16 019,77	0,00	1 821,37	121,20	3 469 220,62	3 260 324,03
12000 Enseignement primaire	18 476 518,21	2 057 644,14	28 971,31	257 851,91	21 040,72	8 935,05	7 800,00	20 858 761,34	20 236 957,11
13000 Enseignement secondaire général	8 766 611,58	946 961,45	4 028,09	195 695,75	116 563,89	6 828,13	9 042,63	10 045 731,52	9 741 351,20
14000 Formation professionnelle	5 564 213,21	561 093,92	29 246,10	817 833,77	162 996,18	55 789,37	13 252,94	7 204 425,49	7 434 186,49
14100 Programmes édictés par le MEES 14100 à 14600	5 345 288,28	535 680,47	14 561,43	781 188,80	102 910,71	55 789,37	13 033,55	6 848 452,61	7 079 131,15
14110 Administration, commerce et informatique (01)	564 963,26	60 014,72	2 747,53	21 321,12	16 240,30	1 268,29	270,00	666 825,22	848 918,58
14160 Agriculture et pêches (02)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14210 Alimentation et tourisme (03)	283 247,41	27 604,18	1 652,25	160 514,49	18 019,99	614,60	476,91	492 129,83	611 199,75
14230 Arts (04)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14250 Bois et matériaux connexes (05)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14270 Chimie et biologie (06)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14280 Environnement et aménagement du territoire (08)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14310 Bâtiment et travaux publics (07)	970 394,83	95 091,35	3 878,39	200 260,25	29 341,00	24 351,79	753,00	1 324 070,61	1 498 406,94
14360 Électrotechnique (09)	1 138 464,56	117 477,52	1 634,83	113 395,28	9 941,29	14 028,92	174,00	1 395 116,40	1 413 003,92
14410 Fabrication mécanique (11)	256 727,10	25 600,06	465,45	18 016,19	1 113,60	3 117,61	48,00	305 088,01	296 046,04
14440 Foresterie et papier (12)	0,00	0,00	360,32	2 207,57	3 092,20	0,00	0,00	5 660,09	6 686,41
14450 Entretien d'équipement motorisé (10)	914 344,60	86 148,87	1 867,75	154 228,10	9 220,63	11 062,43	546,00	1 177 418,38	1 166 383,09
14480 Communication et documentation (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14510 Mécanique d'entretien (14)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14550 Métallurgie (16)	589 311,43	59 600,90	1 306,24	104 341,81	5 534,23	545,16	194,00	760 833,77	597 892,36
14580 Cuir, textile et habillement (18)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14610 Santé (19)	627 835,09	64 142,87	648,67	6 903,99	4 680,08	800,57	10 571,64	715 582,91	638 099,32
14620 Services sociaux, éducatifs et juridiques (20)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14630 Soins esthétiques (21)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14650 Transport (17)	0,00	0,00	0,00	0,00	5 727,39	0,00	0,00	5 727,39	2 494,74
14660 Mines et travaux de chantier (15)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14800 Programmes spécifiques à l'entreprise et autres cours de formation professionnelle	218 924,93	25 413,45	14 684,67	36 644,97	60 085,47	0,00	219,39	355 972,88	355 055,34

Page auditée

Charges par activité (suite)

Exercice clos le 30 juin 2019

	A	B	C	D	E	F	G	H	I
ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION	RÉMUNÉRATION	CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR RÉMUNÉRATION	FRAIS DE DÉPLACEMENT	FOURNITURES ET MATÉRIEL	SERVICES, HONORAIRES ET CONTRATS	CHARGES D'INVES. NON CAPITALISABLES ET AMORTISSEMENT	AUTRES CHARGES	TOTAL 2019	TOTAL 2018
	100	200	300	400	500	600	800		
15000 Enseignement particulier	3 162 639,06	349 579,81	4 554,41	15 257,45	12 925,04	321,73	683,01	3 545 960,51	3 157 492,47
15100 Éducation préscolaire	0,00	0,00	0,00	614,02	0,00	0,00	0,00	614,02	694,34
15110 Enfants handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage	0,00	0,00	0,00	614,02	0,00	0,00	0,00	614,02	694,34
15200 Enseignement primaire	337 156,27	39 872,71	0,00	9 481,87	0,00	0,00	150,82	386 661,67	376 546,40
15210 Élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage	337 156,27	39 872,71	0,00	9 481,87	0,00	0,00	150,82	386 661,67	376 546,40
15230 Élèves en classe d'accueil et de francisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
15300 Enseignement secondaire	2 825 482,79	309 707,10	4 554,41	5 161,56	12 925,04	321,73	532,19	3 158 684,82	2 780 251,73
15310 Élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage	2 825 482,79	309 707,10	4 554,41	5 161,56	12 925,04	321,73	532,19	3 158 684,82	2 780 251,73
15330 Élèves en classe d'accueil et de francisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18000 Formation générale des adultes	1 282 296,69	143 573,76	17 703,58	50 415,98	118 408,23	1 303,96	11 000,34	1 624 702,54	1 526 999,98
10000 TOTAL	40 831 720,39	4 465 951,11	87 143,84	1 401 198,01	437 324,38	74 999,61	49 534,60	47 347 871,94	45 678 053,37

Page auditée

Charges par activité (suite)

Exercice clos le 30 juin 2019

	ACTIVITÉS DE SOUTIEN À L'ENSEIGNEMENT ET À LA FORMATION	A RÉMUNÉRATION 100	B CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR RÉMUNÉRATION 200	C FRAIS DE DÉPLACEMENT 300	D FOURNITURES ET MATÉRIEL 400	E SERVICES, HONORAIRES ET CONTRATS 500	F CHARGES D'INVES. NON CAPITALISABLES ET AMORTISSEMENT 600	G AUTRES CHARGES 800	H TOTAL 2019	I TOTAL 2018
21000	Gestion des écoles et des centres	5 475 395,85	633 681,73	66 342,78	169 533,87	337 351,41	962,44	57 418,20	6 740 686,28	6 627 113,35
21100	Direction et soutien des écoles et des centres	5 387 530,69	622 571,16	66 187,56	63 868,24	80 921,81	0,00	57 399,30	6 278 478,76	6 133 879,32
21110	Direction et soutien des écoles primaires	2 553 395,20	290 771,65	39 139,60	23 354,03	11 800,48	0,00	26 168,60	2 944 629,56	2 868 856,22
21120	Direction des écoles secondaires et des centres	2 260 602,68	261 954,69	26 983,81	40 514,21	69 121,33	0,00	31 230,70	2 690 407,42	2 626 667,36
21130	Gestion des ressources financières à l'école secondaire ou au centre	174 397,67	20 122,55	64,15	0,00	0,00	0,00	0,00	194 584,37	187 846,57
21140	Gestion de la paie à l'école secondaire ou au centre	38 236,21	4 730,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 967,04	41 797,83
21150	Gestion de l'approvisionnement à l'école secondaire ou au centre	117 270,63	14 700,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 971,10	136 413,22
21160	Organisation scolaire à l'école secondaire ou au centre	243 628,30	30 290,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	273 919,27	272 298,12
21200	Imprimerie et reprographie d'enseignement	87 865,16	11 110,57	155,22	84 081,36	171 328,97	0,00	18,90	354 560,18	373 150,70
21300	Direction et soutien du programme d'études post-secondaires (CS à statut particulier)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21400	Messagerie et téléphonie des écoles et des centres	0,00	0,00	0,00	21 584,27	85 100,63	962,44	0,00	107 647,34	120 083,33
22000	Moyens d'enseignement	1 827 145,93	222 484,66	22 080,77	320 238,84	407 472,92	657 386,24	10,95	3 456 820,31	2 879 991,22
22100	Bibliothèque et audiovisuel	303 889,73	37 543,99	4 661,01	169 044,17	16 695,34	910,94	10,95	532 756,13	578 606,11
22200	Informatique d'enseignement	874 767,62	104 192,85	16 932,39	150 770,60	390 777,58	656 475,30	0,00	2 193 916,34	1 643 307,09
22300	Soutien technique à l'enseignement	648 488,58	80 747,82	487,37	424,07	0,00	0,00	0,00	730 147,84	658 078,02
23000	Services complémentaires	5 451 347,76	640 410,24	51 091,16	48 101,20	108 105,08	329,95	7 253,11	6 306 638,50	5 362 867,09
23100	Services personnels à l'élève	4 681 348,36	551 511,26	44 121,07	23 679,49	42 744,91	0,00	1 904,98	5 345 310,07	4 384 754,41
23110	Information et orientation scolaires et professionnelles	611 053,97	65 852,78	9 608,98	8 365,87	42 744,91	0,00	1 904,98	739 531,49	805 269,67
23120	Psychologie	541 300,97	59 384,41	7 385,98	6 105,92	0,00	0,00	0,00	614 177,28	571 663,47
23130	Orthophonie	301 632,16	33 398,80	5 991,85	8 067,37	0,00	0,00	0,00	349 090,18	250 894,36
23140	Psychoéducation et éducation spécialisée	3 166 721,52	385 546,44	19 756,62	1 140,33	0,00	0,00	0,00	3 573 164,91	2 753 619,54
23190	Autres services personnels à l'élève	60 639,74	7 328,83	1 377,64	0,00	0,00	0,00	0,00	69 346,21	3 307,37
23200	Vie scolaire	306 658,34	34 340,82	24,13	16 221,42	60 596,42	0,00	968,59	418 809,72	482 027,04
23210	Animation spirituelle et engagement communautaire	441,22	55,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	496,49	91 779,21
23230	Encadrement et surveillance d'élèves	306 217,12	34 285,55	24,13	16 221,42	60 596,42	0,00	968,59	418 313,23	390 247,83
23300	Santé et services sociaux	463 341,06	54 558,16	6 945,96	8 200,29	4 763,75	329,95	4 379,54	542 518,71	496 085,64
24000	Services pédagogiques particuliers et de formation d'appoint	2 965 746,12	340 447,01	19 720,84	367 151,24	175 148,79	0,00	116 094,64	3 984 308,64	3 644 343,51
24100	Éducation populaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
24200	Orthopédagogie	2 538 609,74	282 394,28	8 524,62	4 823,16	5 818,65	0,00	0,00	2 840 170,45	2 687 638,57
24300	Services d'accueil et de soutien à l'apprentissage de la langue française	21 909,80	3 063,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 973,41	26 323,63
24400	Cours d'appoint, services d'enseignement à domicile ou en milieu hospitalier	79 464,74	9 545,70	52,67	416,41	7 959,76	0,00	142,72	97 582,00	85 610,45
24500	Programmes particuliers de soutien et de formation	325 761,84	45 443,42	11 143,55	361 911,67	161 370,38	0,00	115 951,92	1 021 582,78	844 770,86
25000	Animation et développement pédagogique	1 077 667,72	114 232,51	17 574,28	4 484,50	9 808,75	0,00	1,08	1 223 768,84	984 746,72
26000	Perfectionnement du personnel enseignant et autre personnel de soutien à l'enseignement	184 814,46	22 531,50	168 665,32	757,81	89 279,78	0,00	69,91	466 118,78	387 364,04
26100	Personnel de direction d'école et de centre	0,00	0,00	27 732,98	0,00	17 169,12	0,00	0,00	44 902,10	31 384,19
26200	Personnel enseignant et de suppléance	176 821,26	21 547,70	102 116,40	609,93	60 339,42	0,00	69,91	361 504,62	281 051,48
26300	Personnel professionnel	0,00	0,00	13 499,29	0,00	0,00	0,00	0,00	13 499,29	22 507,29
26400	Personnel de soutien technique et administratif	7 993,20	983,80	25 316,65	147,88	11 771,24	0,00	0,00	46 212,77	52 421,08
26500	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27000	Activités sportives, culturelles et sociales	446 404,31	55 456,98	13 432,93	716 608,50	2 179 502,08	4 284,30	300 357,01	3 716 046,11	3 374 767,95
20000	TOTAL	17 428 522,15	2 029 244,63	358 908,08	1 626 875,96	3 306 668,81	662 962,93	481 204,90	25 894 387,46	23 261 193,88

Page auditée

Charges par activité (suite)

Exercice clos le 30 juin 2019

	SERVICES D'APPOINT	A RÉMUNÉRATION 100	B CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR RÉMUNÉRATION 200	C FRAIS DE DÉPLACEMENT 300	D FOURNITURES ET MATÉRIEL 400	E SERVICES, HONORAIRES ET CONTRATS 500	F CHARGES D'INVES. NON CAPITALISABLES ET AMORTISSEMENT 600	G AUTRES CHARGES 800	H TOTAL 2019	I TOTAL 2018
31000	Hébergement des élèves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 525,00	53 525,00	59 250,00
31100	Résidences d'élèves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31200	Aide à la pension ou au transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 525,00	53 525,00	59 250,00
32000	Services alimentaires	146 826,99	18 243,87	406,18	274 565,19	482 204,90	1 377,75	0,00	923 624,88	891 341,06
34000	Transport scolaire	3 873,27	482,26	0,00	0,00	7 427 374,38	0,00	123 417,91	7 555 147,82	7 446 323,47
34100	Transport quotidien des élèves	3 873,27	482,26	0,00	0,00	7 423 158,55	0,00	123 417,91	7 550 931,99	7 443 750,47
34200	Transport par entente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
34300	Transport exceptionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
34400	Transport entre points de service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
34500	Transport périodique	0,00	0,00	0,00	0,00	4 215,83	0,00	0,00	4 215,83	2 573,00
36000	Service de garde	3 509 996,75	436 715,82	4 790,90	174 432,33	119 012,77	3 740,17	9 347,57	4 258 036,31	4 106 591,45
30000	TOTAL	3 660 697,01	455 441,95	5 197,08	448 997,52	8 028 592,05	5 117,92	186 290,48	12 790 334,01	12 503 505,98

Page auditée

Charges par activité (suite)

Exercice clos le 30 juin 2019

	ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES	A RÉMUNÉRATION 100	B CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR RÉMUNÉRATION 200	C FRAIS DE DÉPLACEMENT 300	D FOURNITURES ET MATÉRIEL 400	E SERVICES, HONORAIRES ET CONTRATS 500	F CHARGES D'INVES. NON CAPITALISABLES ET AMORTISSEMENT 600	G AUTRES CHARGES 800	H TOTAL 2019	I TOTAL 2018
51000	Conseil des commissaires et comités	121 390,11	6 366,09	18 756,49	3 955,37	6 170,82	0,00	16 735,69	173 374,57	176 823,62
51100	Commissaires d'écoles	121 390,11	6 366,09	11 448,50	397,62	0,00	0,00	3 011,16	142 613,48	143 961,01
51200	Élections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 667,12
51300	Autres comités	0,00	0,00	7 307,99	3 557,75	2 348,28	0,00	13 724,53	26 938,55	28 104,84
51400	Protecteur de l'élève	0,00	0,00	0,00	0,00	3 822,54	0,00	0,00	3 822,54	3 090,65
52000	Gestion	2 753 473,64	318 187,25	30 640,99	31 121,33	407 485,73	0,00	12 718,75	3 553 627,69	3 317 126,74
52100	Direction générale et secrétariat général	462 481,11	45 726,80	12 589,37	1 970,85	144 734,55	0,00	7 983,41	675 486,09	509 180,63
52110	Direction générale	295 073,87	28 357,67	9 331,54	555,15	1 751,58	0,00	7 983,41	343 053,22	323 850,55
52120	Secrétariat général	167 407,24	17 369,13	3 257,83	1 415,70	142 982,97	0,00	0,00	332 432,87	185 330,08
52200	Gestion des services éducatifs	544 826,58	64 383,42	5 934,83	7 662,09	6 915,07	0,00	487,12	630 209,11	585 611,56
52210	Gestion des services éducatifs-formation générale des jeunes	544 826,58	64 383,42	5 934,83	7 662,09	2 180,06	0,00	487,12	625 474,10	580 065,29
52220	Gestion des services éducatifs-formation générale des adultes	0,00	0,00	0,00	0,00	2 235,01	0,00	0,00	2 235,01	761,57
52230	Gestion des services éducatifs-formation professionnelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 284,70
52240	Gestion des services éducatifs-services aux entreprises	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00	2 500,00
52300	Gestion administrative	1 746 165,95	208 077,03	12 116,79	21 488,39	255 836,11	0,00	4 248,22	2 247 932,49	2 222 334,55
52310	Gestion des ressources financières	453 802,91	53 681,34	1 284,88	5 238,78	29 167,23	0,00	2 094,36	545 269,50	591 063,97
52320	Gestion de la taxe scolaire	111 672,59	14 743,82	125,30	5 384,96	16 329,92	0,00	593,99	148 850,58	149 996,86
52330	Gestion des ressources humaines	338 631,48	36 536,10	6 433,98	2 303,62	135 152,67	0,00	0,00	519 057,85	526 711,88
52340	Gestion de la paie	227 786,99	28 291,11	135,41	2 137,88	38 444,19	0,00	0,00	296 795,58	271 377,01
52350	Gestion des ressources matérielles	366 260,84	44 448,93	3 551,78	5 906,31	24 517,56	0,00	558,93	445 244,35	412 356,17
52360	Gestion de l'approvisionnement	91 367,65	11 480,87	15,90	0,00	1 068,87	0,00	0,00	103 933,29	120 364,18
52370	Gestion du transport scolaire	156 643,49	18 894,86	569,54	516,84	11 155,67	0,00	1 000,94	188 781,34	150 464,48
53000	Services corporatifs	463 438,24	51 430,27	5 477,77	75 876,05	291 725,33	1 223,84	18 699,49	907 870,99	867 964,05
53100	Informatique de gestion	218 948,08	24 040,54	2 315,81	21 273,83	58 777,31	903,19	271,96	326 530,72	306 411,13
53200	Imprimerie et reprographie de gestion	0,00	0,00	0,00	2 741,46	21 563,63	0,00	0,00	24 305,09	24 584,05
53300	Messagerie et téléphonie de gestion	40 146,15	4 898,49	35,91	51 038,23	32 059,37	320,65	0,00	128 498,80	126 068,34
53400	Archives	48 861,86	5 974,36	103,98	287,67	13 734,02	0,00	0,00	68 961,89	84 123,43
53500	Affaires corporatives, communications et vérification interne	155 482,15	16 516,88	3 022,07	534,86	165 591,00	0,00	18 427,53	359 574,49	326 777,10
53510	Affaires corporatives	0,00	0,00	66,82	0,00	146 193,49	0,00	18 426,67	164 686,98	151 534,30
53520	Communications	155 482,15	16 516,88	2 955,25	534,86	19 397,51	0,00	0,86	194 887,51	175 242,80
53530	Vérification interne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
53600	Droits d'usage des services municipaux (CS à statut particulier)			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
55000	Perfectionnement du personnel administratif et ouvrier	0,00	0,00	33 057,12	0,00	2 732,84	0,00	0,00	35 789,96	25 807,15
55100	Personnel cadre, hors cadre et de gérance des activités administratives	0,00	0,00	12 420,38	0,00	2 732,84	0,00	0,00	15 153,22	17 612,93
55300	Personnel professionnel des activités administratives	0,00	0,00	6 637,57	0,00	0,00	0,00	0,00	6 637,57	3 596,03
55400	Personnel de soutien technique, administratif et ouvrier des activités administratives ou d'immeubles	0,00	0,00	13 999,17	0,00	0,00	0,00	0,00	13 999,17	4 598,19
55500	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50000	TOTAL	3 338 301,99	375 983,61	87 932,37	110 952,75	708 114,72	1 223,84	48 153,93	4 670 663,21	4 387 721,56

Page auditée

Charges par activité (suite)

Exercice clos le 30 juin 2019

	A	B	C	D	E	F	G	H	I
ACTIVITÉS RELATIVES AUX BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES	RÉMUNÉRATION	CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR RÉMUNÉRATION	FRAIS DE DÉPLACEMENT	FOURNITURES ET MATÉRIEL	SERVICES, HONORAIRES ET CONTRATS	CHARGES D'INVES. NON CAPITALISABLES ET AMORTISSEMENT	AUTRES CHARGES	TOTAL 2019	TOTAL 2018
	100	200	300	400	500	600	800		
61000 Entretien et amortissement des biens meubles	54 844,08	6 725,84	0,00	96 399,30	18 564,61	1 491 882,59	1 041,52	1 669 457,94	1 583 504,98
00010 Entretien des biens meubles	54 844,08	6 725,84	0,00	96 399,30	18 564,61	47 105,74	1 041,52	224 681,09	245 889,07
00020 Amortissement des biens meubles						1 444 776,85		1 444 776,85	1 337 615,91
00030 Moins-value							0,00	0,00	0,00
00040 Abandon des travaux en cours							0,00	0,00	0,00
62000 Conservation et amortissement des biens immeubles	888 955,47	108 298,88	1 083,34	151 414,03	541 494,34	3 498 435,82	0,00	5 189 681,88	5 062 882,81
00050 Conservation des biens immeubles	888 955,47	108 298,88	1 083,34	151 414,03	541 494,34	794,17	0,00	1 692 040,23	1 784 654,33
00060 Amortissement des biens immeubles						3 497 641,65		3 497 641,65	3 278 228,48
00070 Moins-value							0,00	0,00	0,00
00080 Abandon des travaux en cours							0,00	0,00	0,00
63000 Entretien ménager	1 219 092,31	152 219,48	1 090,84	92 367,04	1 003 148,39	427,54	0,00	2 468 345,60	2 434 370,01
64000 Consommation énergétique			0,00	1 960 191,53	0,00	0,00	0,00	1 960 191,53	1 898 472,15
65000 Location d'immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	33 902,72	0,00	0,00	33 902,72	33 861,72
65100 D'autres commissions scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65900 D'autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	33 902,72	0,00	0,00	33 902,72	33 861,72
66000 Protection et sécurité	0,00	0,00	0,00	15 366,74	46 630,53	3 874,14	0,00	65 871,41	89 412,37
67900 Construction et acquisition d'immeubles non capitalisables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68000 Amélioration, transformation et rénovation majeure non capitalisable	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 895,78	0,00	50 895,78	20 922,87
68700 Amélioration des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 895,78	0,00	50 895,78	20 922,87
68800 Transformation des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68900 Rénovation et réparation majeure des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
69000 Systèmes d'information et de télécommunication non capitalisables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
69800 Développement de systèmes informatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
69900 Réseau de télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60000 TOTAL	2 162 891,86	267 244,20	2 174,18	2 315 738,64	1 643 740,59	5 045 515,87	1 041,52	11 438 346,86	11 123 426,91

Page auditée

Charges par activité (suite)

Exercice clos le 30 juin 2019

	ACTIVITÉS CONNEXES	A RÉMUNÉRATION 100	B CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR RÉMUNÉRATION 200	C FRAIS DE DÉPLACEMENT 300	D FOURNITURES ET MATÉRIEL 400	E SERVICES, HONORAIRES ET CONTRATS 500	F CHARGES D'INVES. NON CAPITALISABLES ET AMORTISSEMENT 600	G AUTRES CHARGES 800	H TOTAL 2019	I TOTAL 2018
71000	Résidences d'enseignants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
72000	Financement					0,00		2 423 865,82	2 423 865,82	2 085 141,35
72200	Paiements d'intérêts							2 160 102,07	2 160 102,07	1 999 062,26
72210	Dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention							2 035 086,11	2 035 086,11	1 999 062,26
72220	Dettes à long terme à la charge de la CS							125 015,96	125 015,96	0,00
72300	Amortissement des frais reportés liés aux dettes							67 165,61	67 165,61	65 442,57
72400	Honoraires annuels du fiduciaire					0,00		0,00	0,00	0,00
72500	Frais, pénalités de retard, intérêts sur créditeurs et autres							180 538,24	180 538,24	14 457,42
72600	Intérêts sur emprunts à court terme							16 059,90	16 059,90	6 179,10
72610	Intérêts sur emprunts à court terme - Règlement de l'action collective sur les frais exigés des parents							0,00	0,00	0,00
72720	Paiement du capital - Dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention détenues par le CGTSIM							0,00	0,00	0,00
73000	Projets spéciaux	28 804,12	3 487,10	818,91	347,76	11 034,31	0,00	25 339,00	69 831,20	1 185 287,58
00010	Autres projets spéciaux	28 804,12	3 487,10	818,91	347,76	11 034,31	0,00	25 339,00	69 831,20	1 037 793,37
00020	École à statut particulier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
00030	Règlement de l'action collective sur les frais exigés des parents					0,00		0,00	0,00	1 081 494,21
73900	Activités pour lesquelles la CS agit à titre d'intermédiaire entre le MEES et une autre CS ou un autre organisme							0,00	0,00	0,00
74000	Rétroactivité	6 247,36	1 621,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 869,26	44 534,27
74100	Rétroactivité découlant des conventions collectives	1 026,48	123,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 149,78	5 750,31
74900	Autres ajustements	5 220,88	1 498,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 719,48	38 783,96
75000	Droits de scolarité et ententes			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75100	Droits de scolarité entre CS			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75200	Droits de scolarité hors réseau			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75900	Ententes			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76000	Sécurité d'emploi	225 810,17	22 631,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	248 441,70	249 339,78
76100	Personnel enseignant	225 810,17	22 631,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	248 441,70	249 339,78
76200	Autres personnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77000	Variation des provisions							0,00	0,00	0,00
77100	Pour créances douteuses sur débiteurs							0,00	0,00	0,00
77200	Pour moins-value sur placements							0,00	0,00	0,00
77300	Passif au titre des sites contaminés - Réévaluation							0,00	0,00	0,00
78000	Prêts de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78100	Au MEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78900	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
79000	Autres activités connexes	0,00	0,00	0,00	963,88	1 229,20	0,00	135,72	2 328,80	9 954,31
70000	TOTAL	260 861,65	27 740,53	818,91	1 311,64	12 263,51	0,00	2 449 340,54	2 752 336,78	3 574 257,29
90000	GRAND TOTAL	67 682 995,05	7 621 606,03	542 174,46	5 905 074,52	14 136 704,06	5 789 820,17	3 215 565,97	104 893 940,26	100 528 158,99

TRAFICS 2018-2019

RAPPORT FINANCIER DES COMMISSIONS SCOLAIRES POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2019

Notes complémentaires

1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup est constituée en vertu du décret 1014-97 du 13 août 1997. La Commission scolaire a pour mission d'organiser, au bénéfice des personnes relevant de sa compétence, les services éducatifs prévus par la Loi sur l'instruction publique et par les régimes pédagogiques établis par le gouvernement du Québec.

La Commission scolaire a également pour mission de promouvoir et valoriser l'éducation publique sur son territoire, de veiller à la qualité des services éducatifs et à la réussite des élèves en vue de l'atteinte d'un plus haut niveau de scolarisation et de qualification de la population et de contribuer dans la mesure prévue par la Loi sur l'instruction publique au développement social, culturel et économique de sa région.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations, les frais courus à payer, la provision pour avantages sociaux futurs, la provision pour le régime rétrospectif de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) et le passif au titre des sites contaminés. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse, des découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible et des placements dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition et des placements rachetables ou facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative. Ces placements sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de marché.

Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés initialement au coût et ramenés à la valeur de recouvrement nette au moyen d'une provision pour créances douteuses. La variation de la période de cette provision est constatée aux résultats du poste « Activités connexes ».

Passifs

Régime d'avantages complémentaires à la retraite

Les membres du personnel de la Commission scolaire participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des enseignants (RRE) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes inter-employeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Les cotisations de la période de la Commission scolaire envers ces régimes gouvernementaux de même que les prestations sont assumées par le gouvernement du Québec et ne sont pas présentées aux états financiers.

Provision pour avantages sociaux

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie monnayables du personnel enseignant ainsi que les obligations à court terme découlant des autres congés de maladie, des vacances, des heures supplémentaires accumulées, de l'assurance-traitement et des autres congés sociaux (maternité, paternité) gagnés par les employés de la Commission scolaire sont comptabilisées au coût à titre de passif. La variation de la période de la provision est constatée aux résultats au poste « Charges liées à la variation de la provision pour avantages sociaux ».

Dettes à long terme

Les dettes à long terme sont comptabilisées au montant encaissé au moment de l'émission, ajustées de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance.

Les frais d'émission liés aux dettes sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus dans le solde des dettes à long terme.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de sites contaminés sous la responsabilité de la Commission scolaire, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif au titre des sites contaminés lorsque les critères suivants sont rencontrés :

- La contamination dépasse la norme environnementale;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif au titre des sites contaminés comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des sites contaminés. La Commission scolaire a utilisé différentes méthodes pour estimer les coûts de réhabilitation et de gestion dont des études de caractérisation ou des analyses comparatives. Pour chaque site contaminé, le coût estimé a été majoré pour tenir compte du degré de précision associé à la méthode employée. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers de la commission scolaire sont normalement employés pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés dans les états financiers de la commission scolaire.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de la période et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de service.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. À l'exception des terrains, le coût des immobilisations corporelles est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de leur durée de vie utile, comme suit :

Aménagements de terrain	10 ou 20 ans
Bâtiments et améliorations majeures aux bâtiments	15 à 50 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Matériel et équipement	3 à 15 ans
Équipements spécialisés reliés à l'éducation	10 ou 20 ans
Documents de bibliothèque	10 ans
Manuels scolaires - achats initiaux	5 ans
Matériel roulant	5 ans
Développement informatique	5 ans
Réseau de télécommunication	20 ans

Leur coût inclut les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, de développement ou de mise en valeur.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les immobilisations en cours de construction, en développement ou en mise en valeur ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les œuvres d'art et les trésors historiques sont constitués principalement de peintures, de sculptures, de dessins et d'installations et leur coût est imputé aux charges de la période au cours de laquelle ils sont acquis.

Les œuvres d'art qui sont acquises en vertu de la *Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics* sont capitalisées.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition avec en contrepartie un passif dans le poste « Contributions reportées », à l'exception des terrains où la contrepartie est constatée dans les revenus de la période d'acquisition. Les contributions reportées sont virées graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même durée que les immobilisations concernées.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Commission scolaire de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles sont passées en charges au poste des résultats « Activités relatives aux biens meubles et immeubles ». Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont la Commission scolaire bénéficiera au cours du ou des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Commission scolaire bénéficie des services acquis.

Revenus

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'exercice au cours duquel les opérations ou les faits dont ils découlent. Les revenus qu'il serait trop difficile de mesurer avant leur encaissement sont comptabilisés au moment de la réception des fonds. Les sommes reçues ou à recevoir concernant des revenus qui seront gagnés dans une année ultérieure sont reportées et présentées à titre de revenus reportés.

Plus spécifiquement :

Subventions et contributions reportées

Les subventions du MEES sont constatées dans la période où la Commission scolaire a satisfait aux critères d'admissibilité prescrits dans les règles budgétaires de l'année scolaire. À l'exception des allocations consenties aux fins de perfectionnement et visant à rencontrer les dispositions des conventions collectives et de certaines allocations pour lesquelles le MEES a autorisé le report, les revenus de subvention versés par le MEES, conformément aux dispositions des règles budgétaires, ne sont pas reportés.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les subventions affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles qui sont des paiements de transfert sont constatées lorsque les subventions sont autorisées et que la Commission scolaire a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est. Elles sont présentées au poste « Contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles » lorsqu'elles sont assorties de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Le revenu relatif à la subvention est constaté aux résultats à mesure que le passif est réglé au poste « Amortissement des contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisation corporelles ».

Les autres contributions affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles qui ne sont pas des paiements de transfert sont reportées dans le poste « Contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles » et constatées à titre de revenus au poste « Amortissement des contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisation corporelles » dans la période au cours de laquelle les ressources sont utilisées aux fins prescrites.

Taxe scolaire

Les revenus de la taxe scolaire sont constatés sur la période couverte par le rôle de perception. Les modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur. La période couverte par les factures annuelles de taxe scolaire est du 1^{er} juillet au 30 juin. La taxe scolaire est imposée sur la valeur ajustée. La valeur ajustée est déterminée par l'application de l'étalement, sur trois ans, de la variation entre la valeur uniformisée effective au 31 décembre de la dernière année du rôle précédent et celle figurant au nouveau rôle qui prend effet au 1^{er} janvier. Les revenus tenant lieu de taxe scolaire sont constatés dans la période au cours de laquelle les sommes sont encaissées.

Ventes de biens et services et revenus divers

Les revenus provenant de la vente de biens et de services et revenus divers sont constatés dans la période au cours de laquelle ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu.

Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu. Les charges comprennent le coût des biens consommés dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités et des services obtenus au cours de la période, ainsi que les pertes réalisées. Les montants comprennent aussi l'amortissement du coût des immobilisations pour la période.

Opérations interentités

Les opérations interentités sont des opérations conclues entre entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumis à son contrôle partagé.

Les actifs reçus sans contrepartie d'une entité incluse au périmètre comptable du gouvernement du Québec sont constatés à leur valeur comptable. Quant aux services reçus à titre gratuit, ils ne sont pas comptabilisés. Les autres opérations interentités ont été réalisées à la valeur d'échange, c'est-à-dire au montant convenu pour la contrepartie donnée en échange de l'élément transféré ou du service fourni.

3. SUBVENTIONS À RECEVOIR

Subvention de fonctionnement à recevoir

Le détail des différentes subventions de fonctionnement à recevoir est présenté à la page 21 du rapport financier. Les subventions de cette catégorie provenant du gouvernement du Québec sont détaillées dans cette page. Pour les subventions provenant du gouvernement du Canada, elles sont présentées dans le compte « Autres subventions ».

	2019	2018
Total des subventions de fonctionnement à recevoir du gouvernement du Québec	6 893 732	7 203 112
Total des subventions de fonctionnement à recevoir du gouvernement du Canada	0	0
Autres subventions (autre que les subventions à recevoir du gouvernement du Canada)	0	0
	6 893 732	7 203 112

Subventions à recevoir affectées aux immobilisations corporelles

Le détail des différentes subventions à recevoir affectées aux immobilisations corporelles est présenté à la page 21 du rapport financier.

4. EMPRUNTS TEMPORAIRES

Le détail des emprunts temporaires est présenté à la page 30 du rapport financier. Les acceptations bancaires et les emprunts temporaires sont autorisés mensuellement par le MEES. La marge de crédit autorisé est de 54 321 900 \$ (54 321 900 \$ au 30 juin 2018). Les emprunts temporaires portent intérêt au taux 3,95 % (3,45 % au 30 juin 2018) et sont garantis par le MEES. Les acceptations bancaires portent intérêt à des taux 2,26 % (1,81% au 30 juin 2018) et sont garanties par le MEES.

5. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS À PAYER

	2019	2018
Salaires courus, déductions et charges sociales	7 400 401	9 055 343
Autres créditeurs et frais courus - Ministères et organismes du gouvernement du Québec	90 103	166 053
Autres créditeurs et frais courus - Autres que ministères et organismes du gouvernement du Québec	2 079 899	2 693 646
Taxes à la consommation à payer	0	0
Intérêts courus	622 868	651 591
	10 193 271	12 566 633

6. REVENUS REPORTÉS

Contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles

Le détail des contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles est présenté à la page 32 du rapport financier.

7. PROVISION POUR AVANTAGES SOCIAUX

Le détail des provisions pour avantages sociaux est présenté à la page 34 du rapport financier.

Parmi les obligations à long terme découlant d'avantages sociaux accordés à des salariés, la Commission scolaire dispose d'un programme d'accumulation de congés de maladie, conformément aux diverses conventions collectives en vigueur jusqu'au 30 juin 2016, ce programme permettait à certains employés d'accumuler les journées non utilisées de congés de maladie auxquelles ils avaient droit annuellement et de se les faire monnayer en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès. Par ailleurs, dans un contexte de départ en préretraite, les employés peuvent faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées. Depuis le 1^{er} juillet 2016, les employés ne peuvent plus accumuler les congés de maladie acquis après cette date. Les congés de maladie seront payés annuellement au 30 juin s'ils ne sont pas utilisés à cette date.

8. DETTES À LONG TERME À LA CHARGE DE LA COMMISSION SCOLAIRE

	2019	2018
Billets		
Billet à payer, au taux de 3,419 %, remboursable par des versements mensuels de 21 292 \$ en capital et intérêts, échéant en novembre 2033.	2 909 231	0
Billet à payer, au taux de 3,449%, remboursable par des versements mensuels de 17 283 \$ en capital et intérêts, échéant en novembre 2038.	2 938 049	0
	5 847 280	0
Échéancier des dettes à la charge de la commission scolaire au 30 juin 2019		
2020	267 260	
2021	277 036	
2022	286 617	
2023	296 528	
2024	306 357	
2025 et suivantes	<u>4 413 482</u>	
	5 847 280	

9. DETTES À LONG TERME FAISANT L'OBJET D'UNE PROMESSE DE SUBVENTION

	2019	2018
Billet à payer, garanti par le MEES, au taux de 2,463 %, remboursable par des versements annuels de 265 000 \$ en capital, échéant en décembre 2019. Les intérêts sont payables semestriellement.	5 026 000	5 291 000
Billet à payer, garanti par le MEES, au taux de 3,202 %, remboursable par des versements annuels de 284 000 \$ en capital, échéant en septembre 2023. Les intérêts sont payables semestriellement.	5 680 000	5 964 000
Billet à payer, garanti par le MEES, au taux de 2,1268 %, remboursable par des versements annuels de 152 000 \$ en capital, échu en décembre 2018. Les intérêts sont payables semestriellement.		2 297 000
Billet à payer, garanti par le MEES, au taux de 3,138 %, remboursable par des versements annuels de 910 000 \$ en capital, échéant en septembre 2024. Les intérêts sont payables semestriellement.	6 418 000	7 328 000
Billet à payer, garanti par le MEES, au taux de 2,944 %, remboursable par des versements annuels de 926 000 \$ en capital, échéant en septembre 2024. Les intérêts sont payables semestriellement.	10 010 000	10 936 000
Billet à payer, garanti par le MEES, au taux de 2,478 %, remboursable par des versements annuels de 505 000 \$ en capital, échéant en septembre 2026. Les intérêts sont payables semestriellement.	9 685 000	10 190 000
Billet à payer, garanti par le MEES, au taux de 1,920 %, remboursable par des versements annuels de 1 817 000 \$ en capital, échéant en septembre 2023. Les intérêts sont payables semestriellement.	8 749 000	10 566 000
Billet à payer, garanti par le MEES, au taux de 1,128 %, remboursable par des versements annuels de 503 000 \$ en capital, échu en juin 2019. Les intérêts sont payables semestriellement.		503 000
Billet à payer, garanti par le MEES, au taux de 2,369 %, remboursable par des versements annuels de 514 000 \$ en capital, échéant en septembre 2026. Les intérêts sont payables semestriellement.	7 906 000	8 420 000
Billet à payer, garanti par le MEES, au taux de 1,972 %, remboursable par des versements annuels de 270 000 \$ en capital, échéant en septembre 2026. Les intérêts sont payables semestriellement.	6 210 000	6 480 000
Billet à payer, garanti par le MEES, au taux de 1,121 %, remboursable par des versements annuels de 186 000 \$ en capital, échéant en avril 2020. Les intérêts sont payables semestriellement.	186 000	372 000
Billet à payer, garanti par le MEES, au taux de 1,9928 %, remboursable par des versements annuels de 408 000 \$ en capital, échéant en octobre 2024. Les intérêts sont payables semestriellement.	6 812 000	7 220 000

Billet à payer, garanti par le MEES, au taux de 2,609 %, remboursable par des versements annuels de 289 000 \$ en capital, échéant en septembre 2027. Les intérêts sont payables semestriellement.	6 942 000	7 231 000
Billet à payer, garanti par le MEES, au taux de 3,329 %, remboursable par des versements annuels de 214 000 \$ en capital, échéant en novembre 2043. Les intérêts sont payables semestriellement.	5 346 000	
Billet à payer, garanti par le MEES, au taux de 2,894 %, remboursable par des versements annuels de 153 000 \$ en capital, échéant en février 2033. Les intérêts sont payables semestriellement.	2 161 000	
	81 131 000	82 798 000

Échéanciers des dettes qui font l'objet d'une promesse de subvention au 30 juin 2019

2020	11 502 000
2021	6 290 000
2022	6 290 000
2023	6 290 000
2024	10 214 000
2025 et suivantes	<u>40 545 000</u>
	81 131 000

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le détail des immobilisations corporelles par catégorie est présenté aux pages 40 à 48 du rapport financier.

Le total des immobilisations inclut :

- les immobilisations en cours de construction, de développement ou de mise en valeur pour un total de 935 868 \$ (2 034 015 \$ au 30 juin 2018), soit 904 173 \$ (1 829 779 \$ 30 juin 2018) pour des bâtiments et 31 695 (204 236 \$ au 30 juin 2018) en aménagement. Aucune charge d'amortissement n'est associée à ces immobilisations.
- les immobilisations corporelles pour un montant de 685 631 \$ (604 628 \$ au 30 juin 2018) ont été soit financées en partie ou en totalité par des contributions d'organisations externes au périmètre comptable.
- Au cours de l'exercice, les acquisitions d'immobilisations corporelles comprennent un montant de 598 341 \$ qui est inclus dans les créiteurs et frais courus à payer. Cette opération est exclue de l'état des flux de trésorerie.

11. FLUX DE TRÉSORERIE

	2019	2018
Les intérêts payés au cours de la période s'élèvent à	2 209 125	1 962 234
Les intérêts reçus au cours de la période s'élèvent à :	2 418 920	2 247 571

12. OBLIGATIONS ET DROITS CONTRACTUELS

Obligations contractuelles

Dans le cadre de ses opérations, la Commission scolaire a conclu différents accords à long terme dont les plus importants ont donné lieu aux obligations contractuelles suivantes :

- Conformément à une convention échéant en 2027, la Commission scolaire s'est engagée à payer sa quote-part des dépenses de l'entente de copropriété de la fibre optique pour le projet de l'inforoute à large bande. La quote-part s'élève à 78 124 \$ annuellement.
- La Commission scolaire est liée par des contrats d'entretien ménager représentant des engagements de 1 997 435 \$ (2 933 810 \$ au 30 juin 2018) répartis comme suit, pour les exercices se terminant le 30 juin : 2020 : 1 017 547 \$ et 2021 : 979 888 \$.
- La Commission scolaire est liée par des contrats d'acquisition d'équipements de même que pour des contrats de construction, de rénovation et d'aménagement de terrains à être réalisés en 2019-2020 représentant des engagements de 4 892 814 \$ (9 398 180 \$ en 2018).
- La Commission scolaire est liée par des contrats de location de bâtiments et de photocopieurs représentant des engagements de 266 523 \$ (288 339 \$ au 30 juin 2018) répartis comme suit, pour les exercices se terminant le 30 juin : 2020 : 107 908 \$; 2021 : 70 169 \$; 2022 : 51 494 \$, 2023 : 30 275 \$ et 2024 : 6 677 \$.
- La Commission scolaire est liée par des contrats de transport scolaire représentant des engagements de 22 137 318 \$ (28 830 921 \$ au 30 juin 2018) répartis comme suit, pour les exercices se terminant le 30 juin : 2020 : 7 360 613 \$; 2021 : 7 379 106 \$ et 2022 : 7 397 599 \$.
- La Commission scolaire est liée par des contrats d'entretien de matériels et d'équipements, représentant des engagements de 544 270 \$ (563 809 \$ au 30 juin 2018) répartis comme suit, pour les exercices se terminant le 30 juin : 2020 : 367 848 \$; 2021 : 96 438 \$; 2022 : 48 483 \$, 2023 : 24 239 \$ et 2024 : 7 262 \$.
- La Commission scolaire est liée par un contrat d'assurances générales représentant un engagement de 119 026 \$ (61 500 \$ au 30 juin 2018) échéant le 30 juin 2020.
- Conformément aux différentes conventions collectives, la Commission scolaire s'est engagée à fournir des activités de perfectionnement représentant 192 021 \$. Une provision de 63 278 \$ a été inscrite au passif.

- Conformément aux différentes conventions collectives, la Commission scolaire s'est engagée à fournir les services liés à certaines mesures des règles budgétaires 2018-2019 représentant un solde de 253 854 \$ au 30 juin 2019.

ÉCHÉANCIER	2020	2021	2022	2023	2024	2025 et plus	Total	<u>2018</u> Total
------------	------	------	------	------	------	--------------	-------	----------------------

Obligations contractuelles avec des parties apparentées : aucun

Obligations contractuelles avec des parties non apparentées

Contrats de location-exploitation	107 908	70 169	51 494	30 275	6 677		266 523	288 339
Autres	14 115 158	8 533 556	7 524 206	102 363	85 386	234 372	30 595 041	42 732 786
Sous-total	14 223 066	8 603 725	7 575 700	132 638	92 063	234 372	30 861 564	43 021 125
Total	14 223 066	8 603 725	7 575 700	132 638	92 063	234 372	30 861 564	43 021 125

Droits contractuels

ÉCHÉANCIER	2020	2021	2022	2023	2024	2025 et plus	Total	<u>2018</u> Total
------------	------	------	------	------	------	--------------	-------	----------------------

Droits contractuels avec des parties apparentées : aucun

Droits contractuels avec des parties non apparentées

Contrats de location-exploitation	134 520	49 749	33 838				218 107	312 889
Autres	59 000	57 000	57 000	57 000	57 000	57 000	344 000	403 000
Sous-total	193 520	106 749	90 838	57 000	57 000	57 000	562 107	715 889
Total	193 520	106 749	90 838	57 000	57 000	57 000	562 107	715 889

13. ÉVENTUALITÉS

Au 30 juin 2019, les réclamations pour suspension, délais de carence et congés fériés sont toujours en cours. De l'avis de conseillers juridiques, il est présentement incertain d'évaluer le dénouement de la majorité des litiges.

Toute variation pouvant résulter du dénouement de ces éventualités sera imputée au surplus (ou déficit) de la période alors en cours.

14. APPARENTÉS

La commission scolaire est apparentée avec toutes les entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumis à son contrôle conjoint. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de la commission scolaire. Le principal dirigeant est le directeur général de la Commission scolaire aux fins des états financiers consolidés du gouvernement.

Aucune transaction n'a été conclue entre la Commission scolaire et ses principaux dirigeants, leurs proches parents et les entités pour lesquelles ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives.

Les débiteurs incluent un montant de 140 598 \$ (98 114 \$ au 30 juin 2018) de comptes clients avec les ministères et organismes du gouvernement du Québec. Les créditeurs ou charges à payer incluent un montant de 90 103 \$ (968 072 \$ au 30 juin 2018) de créditeurs et frais courus avec les ministères et les organismes du gouvernement du Québec. Ces comptes clients et ces créditeurs et frais courus sont payables dans les 30 jours suivant la réception du service.

15. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La Commission scolaire, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers types de risques. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 30 juin 2019.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie fasse défaut à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit de la Commission scolaire est principalement attribuable à ses débiteurs excluant les taxes à la consommation et à ses subventions à recevoir. Afin de réduire son risque de crédit, la Commission scolaire analyse régulièrement le solde de ses débiteurs et une provision pour mauvaises créances est constituée, lorsque nécessaire, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La valeur comptable des principaux actifs de la Commission scolaire représente l'exposition maximale de la Commission scolaire au risque de crédit.

Le tableau suivant présente la balance chronologique des débiteurs excluant les taxes à la consommation, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 30 juin 2019.

	2019	2018
Débiteurs		
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	413 935	490 647
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	92 314	39 768
De 61 à 90 jours de la date de facturation	2 936	6 660
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	231 477	148 006
Sous-total	740 662	685 081
Moins la provision pour créances douteuses		
Total des débiteurs déduction faite de la provision pour créances douteuses	740 662	685 081

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Commission scolaire éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. La Commission scolaire est exposée à ce risque principalement en regard à ses emprunts temporaires, ses créditeurs et frais courus à payer à l'exception des déductions à la source, certains postes composant la provision pour avantages sociaux (les vacances et les autres congés sociaux) et ses dettes à long terme. Afin de gérer son risque de liquidité, la Commission scolaire effectue une analyse quotidienne de ses liquidités et emprunte les sommes nécessaires selon les besoins quotidiens en fonction d'un montant maximal autorisé par le MEES.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers de la Commission scolaire se détaillent comme suit :

30 juin 2019	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	0	0	0	0	0
Créditeurs et frais courus à payer, à l'exception des déductions à la source	6 313 404	0	0	0	6 313 404
Dettes à long terme	11 769 260	19 730 181	10 520 357	44 958 482	86 978 280
Provision pour avantages sociaux	2 438 350	0	0	0	2 438 350

30 juin 2018	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	0	0	0	0	0
Créditeurs et frais courus à payer, à l'exception des déductions à la source	6 897 880	0	0	0	6 897 880
Dettes à long terme	9 174 000	22 981 000	5 923 000	44 720 000	82 798 000
Provision pour avantages sociaux	2 335 340	0	0	0	2 335 340

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Compte tenu de la nature de ses activités, la Commission scolaire est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Commission scolaire à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe sont les prêts et les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux variables sont les emprunts temporaires.

Étant donné que la Commission scolaire comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Commission scolaire prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu.

16. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2018 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2019.

470 avenue Chapleau
Saint-Pascal QC G0L 3Y0

Téléphone 418 492-3515
Télécopie 418 492-9640
Courriel info.stp@mallette.ca

Rapport sur les résultats de l'application des procédures d'audit spécifiées portant sur des informations financières contenues dans les états financiers pour l'exercice terminé le 30 juin 2019

Au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur,

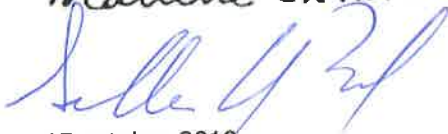
À la demande de la Commission scolaire Kamouraska-Rivière-du-Loup, nous avons appliqué les procédures d'audit spécifiées dans le programme de travail de la section V du *Mandat d'audit externe pour l'exercice financier 2018-2019 – Commissions scolaires* portant sur des informations financières contenues dans les états financiers pour l'exercice terminé le 30 juin 2019 portant la signature électronique 4615761661.

L'application de ces procédures ne nous a permis de déceler aucun écart. Cependant, ces procédures ne constituent pas un audit des informations financières contenues dans les états financiers pour l'exercice terminé le 30 juin 2019 et par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion concernant ces informations financières.

Ce rapport est destiné uniquement à la direction de la Commission scolaire Kamouraska-Rivière-du-Loup ainsi qu'au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Il ne devrait pas être diffusé à d'autres parties.

1

Malette S.E.N.C.R.L.



15 octobre 2019

470 avenue Chapleau
Saint-Pascal QC G0L 3Y0

¹ Gilles LeBel, CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique #A103953